

AU-DELÀ DE LA MONDIALISATION LIBÉRALE : UN MONDE MEILLEUR OU PIRE ?

Samir Amin

P.U.F. | *Actuel Marx*

**2006/2 - n° 40
pages 102 à 122**

ISSN 0994-4524

Article disponible en ligne à l'adresse:

<http://www.cairn.info/revue-actuel-marx-2006-2-page-102.htm>

Pour citer cet article :

Amin Samir, « Au-delà de la mondialisation libérale : un monde meilleur ou pire ? »,
Actuel Marx, 2006/2 n° 40, p. 102-122. DOI : 10.3917/amx.040.0102

Distribution électronique Cairn.info pour P.U.F..

© P.U.F.. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

AU-DELÀ DE LA MONDIALISATION LIBÉRALE : UN MONDE MEILLEUR OU PIRE ?

par Samir AMIN

Ce texte est une version abrégée de celui que j'ai présenté à la session de Bamako du Forum Social Mondial de 2006. Il avait pour objectif de poser, à un niveau général, les problèmes qui furent traités dans la discussion générale du 18 janvier 2006. Comme son titre l'indique, la question centrale est celle des perspectives ouvertes « au-delà de la mondialisation libérale » et des luttes correspondantes.

L'AVENIR VU PAR LES PUISSANCES DOMINANTES

—

La masse d'informations de toutes natures concernant tous les pays du monde collectées par la CIA est sans pareille. L'institution n'en tire pourtant aucune analyse qui sorte de la plus grande banalité, sans doute parce que ses dirigeants sont enfermés dans leurs préjugés, incapables de sortir de leur monde anglo-saxon et, par là même, dénués d'esprit critique et d'imagination.

—

Le rapport de la CIA sur le monde en 2020 n'imagine pas que les principes de la mondialisation libérale en vigueur, qualifiée de « projet Davos », soient remis en question. Car ces principes sont à l'évidence, pour Washington et ses amis, parfaits, donc sans alternative crédible, et ceux qui ne pensent pas ainsi ne peuvent être que des déviants irrationnels ou des démagogues sans principes. Le libéralisme mondialisé est considéré comme porteur d'une bonne croissance économique partout où il est sérieusement mis en œuvre. La mondialisation libérale est par définition heureuse.

Certes, dans son déploiement réel, ce projet, qui constitue « la fin de l'histoire » (d'évidence pour ses défenseurs), souffre d'insuffisances génératrices d'échecs – passagers –, engendre des réactions absurdes (parce que remettant en question les bons principes du libéralisme), à l'origine de situations chaotiques. Selon cette vision, les « peuples », les « politiciens » et les « idéologues » sont les seuls responsables des échecs et du chaos, la logique de l'expansion du libéra-

lisme mondialisé (c'est-à-dire la logique de l'accumulation du capital) n'étant porteuse que de bienfaits pour tous (ou presque).

Ces manières de raisonner et ces visions du monde ne sont certainement pas particulières aux équipes au pouvoir à Washington. Elles reproduisent le discours dominant des pouvoirs dans leur grande majorité et témoignent des limites étroites qu'imposent les préjugés sur lesquels elles sont fondées. Une analyse de la réalité qui aspirerait à être aussi vraie que possible doit partir de la remise en question de ces préjugés et soumettre les thèses qu'ils inspirent à une critique rigoureuse.

Les « écarts » entre le monde de 2020 vu par l'*establishment* des États-Unis et le monde d'aujourd'hui ne sont que d'importance relative. Ces « écarts » ne concernent d'ailleurs que la place de l'Asie (Chine et Inde en particulier) dans l'économie mondiale, du fait de la poursuite d'une croissance forte dans ces deux pays de taille majeure. Cette croissance s'inscrirait dans la mondialisation libérale et serait parfaitement compatible avec le maintien du leadership des États-Unis. A aucun moment n'est posée la question de savoir si ce modèle peut être poursuivi indéfiniment sans que les contradictions internes aux pays concernés n'imposent des bifurcations dans des directions nouvelles et imprévues.

Ailleurs, « rien à signaler » ou presque.

L'Europe demeurerait enfermée dans ses « impuissances » (à se réformer radicalement dans le sens libéral, à adopter un modèle de gestion de ses immigrés inspiré par la pratique des États-Unis, etc.). De ce fait, son économie serait frappée d'une atonie opiniâtre. Mais, à aucun moment, il n'est envisagé que celle-ci puisse devenir insupportable au point de remettre en question le libéralisme au niveau national, paneuropéen ou dans les relations avec le reste du monde. Il n'est pas davantage imaginé que l'Europe puisse sortir de l'atlantisme et de la protection des États-Unis face aux terroristes que seul Washington serait à même de juguler par la conduite de guerres préventives.

La Russie, toujours réfractaire à la démocratie, serait incapable de se reconstituer en puissance industrielle modernisée et dynamique et deviendrait une puissance exclusivement pétrolière (comme l'Arabie Saoudite). Handicapée par sa démographie de déclin, embourbée dans des rapports tendus avec les nouveaux États d'Asie centrale et du Caucase, définitivement séparée de l'Ukraine, elle préférerait naviguer dans le sillage de Washington plutôt que de tenter un

rapprochement avec l'Europe, auquel celle-ci n'est au demeurant pas intéressée.

L'Amérique latine demeurerait telle qu'on la voit aujourd'hui : croissance dans le libéralisme au Mexique et dans le cône Sud, avancées en direction de l'intégration imaginée par le projet de zone de libre échange des Amériques, reconnaissance dans ce cadre du leadership de Washington. Le « vestige du passé » (Cuba) disparaîtrait, les soubresauts populistes (type Chavez) seraient sans avenir, la montée des indigénismes absorbable.

L'Afrique noire ne rentrerait toujours pas dans l'ère de l'industrie, incapable de suivre en cela les exemples de l'Asie et de l'Amérique latine. Handicapée par l'extension de la pandémie du sida et par une tradition opiniâtre de « mauvaise gouvernance », elle n'enregistrerait de croissance que pour l'exploitation de ses matières premières (pétrole) et, peut-être, quelques produits agricoles.

Enfin, les mondes arabe et musulman – du Maroc à l'Indonésie – resteraient paralysés par le ralliement massif de leurs peuples au fantasme de la reconstruction d'un « Califat » mythique. L'échec permanent de ce projet produirait l'instabilité politique, rendant impossible le progrès démocratique, et la médiocrité des performances économiques, sans néanmoins que la dérive terroriste permanente qui les accompagne soit de nature à menacer réellement le reste du monde. L'échec du terrorisme a toutefois un prix : l'occupation permanente de l'Irak (prévue d'ailleurs par Washington avant même son agression) et la remise aux calendes de la démocratie dans ce pays, ainsi que le non-règlement du problème palestinien ! Pour prix, également, les restrictions aux droits démocratiques dans les pays de l'Occident « civilisé ».

Les évolutions « probables » décrites ci-dessus conduisent à la conclusion que le leadership des États-Unis ne serait pas menacé. Pas même par l'Asie triomphante, ni *a fortiori* par l'Europe enlisée dans la stagnation et, de ce fait rivée, par l'atlantisme et l'OTAN, au char des États-Unis. L'ONU poursuivrait son déclin, relayée pour la gouvernance politique du système mondial par les États-Unis, avec le soutien éventuel (mais non nécessaire) de l'OTAN. Guerre préventive, devoir d'intervention (dite humanitaire) et propagation (manipulation en fait) des droits de l'homme constitueraient l'essentiel du discours de légitimation du nouvel impérialisme, en 2020 comme aujourd'hui.

Cette image de l'avenir du monde fait problème. Cet avenir est présenté dans le cadre de prétendus « scénarios » qui, en fait, se résument à l'alternative :

« le monde selon Davos » (c'est-à-dire l'approfondissement de la mondialisation libérale, assurant le leadership plus ou moins exclusif des États-Unis) ou le « chaos ». Il ne s'agit là que d'un faux contraste car, dans la réalité, c'est la poursuite du « projet de Davos » qui engendre le chaos (les réactions « populistes » aux échecs sociaux, le terrorisme, etc.). Il ne s'agit donc, en fait, que d'un seul scénario : la poursuite du projet libéral garantie par celle du leadership des États-Unis et la gestion du chaos par la militarisation de la mondialisation.

Mon analyse du capitalisme réellement existant me conduit à une conclusion tout à fait différente. Ce système, dans sa forme libérale mondialisée, n'est pas viable, au sens où le chaos qu'il engendre, loin d'être « maîtrisable » par les moyens imaginés par les classes dirigeantes du système, ne peut que s'aggraver rapidement et dans des proportions dramatiques. L'échec militaire et politique en Irak, le rejet grandissant du « projet européen » par les peuples concernés, les explosions de violence (comme celles qui agitent, en novembre 2005, les banlieues des villes de France) et bien d'autres phénomènes désormais quotidiens en témoignent. Cela étant, je n'en conclus pas qu'une sortie acceptable « s'imposera nécessairement ». Le monde de demain – même à l'horizon proche de 2020 probablement – sera différent de celui d'aujourd'hui, mais pas nécessairement meilleur ; il pourrait également être pire. Les scénarios intéressants et utiles pour l'avancée de la réflexion sont donc ceux qui imaginent le pire et le meilleur et en identifient les conditions d'émergence.

—

—

LE PROJET EUROPÉEN EST-IL VIABLE ?

Les discours euphoriques concernant le « projet européen » fournissent le pain quotidien de la grande majorité des politiciens du continent, à gauche comme à droite. Seuls, paraît-il, les extrémistes du « populisme » (partagé par l'extrême droite et l'extrême gauche, dit-on) rejeteraient le projet qui serait sans alternative pour l'avenir des peuples concernés. Et pourtant, les indicateurs d'une déception grandissante de ces peuples ne manquent pas.

Car, en fait, le projet européen est fort curieux : il s'emploie, surtout depuis le traité de Maastricht (1992) à réduire les marges des politiques économiques nationales sans faire émerger en contrepartie une gouvernance de substitution au niveau de l'Union ! Autrement dit, l'Union Européenne fonctionne dans les faits comme la région du monde la plus parfaitement « mondialisée » au sens le plus brutal du

terme (annihilation de la marge d'autonomie des États). Ce n'est pas le cas des États-Unis, bien sûr, ni même encore des autres régions du monde, où l'État, même fragile et vulnérable, demeure en principe maître de ses décisions, limité « seulement » par les règles de l'OMC (celles-ci ayant néanmoins tout autant en perspective l'annihilation progressive des droits et prérogatives des États). L'Europe est donc en avance sur le reste du monde dans le grand bond en arrière.

Cette mutilation que les États européens se sont infligée concerne tous les domaines de la vie économique : il n'y a plus, en Europe, ni politique monétaire, ni politique des changes, ni politique budgétaire, ni politique de l'emploi, ni politique industrielle.

La BCE s'est interdit de mettre en œuvre une quelconque politique monétaire, à laquelle elle a substitué l'objectif exclusif de « stabilité des prix » garantie, prétend-elle, par l'interdiction absolue faite aux États de financer leur déficit par le recours à « leur » banque centrale. Celle-ci, opérant dans ces conditions, n'a plus d'interlocuteur public (ni les États, ni l'Union) auprès desquels elle serait tenue de justifier sa politique. Cette option déflationniste par principe constitue un obstacle supplémentaire permanent à la dynamisation de l'économie.

La BCE ne peut pas davantage mettre en œuvre une politique de change active, dont les objectifs (euro « fort » ou euro « faible ») devraient être définis par un interlocuteur public qui n'existe plus. Le gouvernement des États-Unis, par contre, a conservé toutes ses prérogatives dans le domaine de la gestion monétaire. C'est donc Washington qui décide si le dollar sera fort ou faible, tandis que l'euro ne peut qu'enregistrer la décision et s'y ajuster. Ajoutons que l'étalon dollar est en fait un étalon pétrole/dollar : les prix du pétrole sont fixés en dollar et les États-Unis s'emploient, par l'intervention militaire si nécessaire (comme cela a été le cas en Irak), à interdire aux pays producteurs d'offrir leur pétrole contre un règlement en euro. Au demeurant, les États européens ont, jusqu'à présent, refusé d'entrer dans ce jeu et de « faire de la peine » à leur ami d'outre-atlantique. Mutilé de la sorte, l'euro ne peut devenir une monnaie internationale à l'instar du dollar.

Le « Pacte de stabilité » a sonné le glas de toute possibilité de mettre en œuvre des politiques budgétaires. Cette option a été justifiée par le recours à une théorie douteuse de l'équivalence de la couverture d'un déficit des finances publiques par l'impôt ou l'emprunt, justification au demeurant superflue puis-

que le Pacte a limité à 3 % le déficit maximal autorisé et à 60 % du PIB le plafond de l'endettement ! Ni les États-Unis ni aucun autre pays du monde (sauf les semi-colonies soumises à l'administration du FMI !) ne se sont infligé une telle mutilation, qualifiée de simplement « stupide » – à juste titre – par Romano Prodi.

L'abolition, de principe, de toute forme de politique industrielle nationale (au prétexte que la « compétition » transparente, c'est-à-dire sans protection ou subvention, entraîne l'allocation la plus efficace des investissements) et de toute politique de l'emploi, abandonné aux seules lois du marché (la flexibilité étant supposée résoudre les problèmes !), renforcée par le démantèlement des services publics et les privatisations, n'a pas été compensée – fût-ce partiellement – par des politiques communautaires. Il n'y a ni « Europe industrielle », ni « Europe sociale » à l'ordre du jour. Sans doute, de ce point de vue, l'Europe se rapproche-t-elle du modèle qui a toujours été celui des États-Unis, s'étant engagée désormais très en avant dans la rupture avec toutes les traditions qui, au XIX^e puis au XX^e siècle, avaient été à l'origine de ses succès. Encore qu'aux États-Unis, il y a bien une stratégie du complexe militaro-industriel, fortement soutenue par l'État (en dépit du discours « libéral »), sans pareille en Europe. Il est amusant de faire observer que les deux seules percées de la technologie européenne (Airbus et la fusée Ariane) ont été le produit d'interventions de services publics et que, laissées à l'initiative privée, ces deux performances n'auraient tout simplement jamais eu lieu !

Dans un domaine particulier, celui de l'agriculture, l'Europe a effectivement mis en œuvre une politique active, communautaire, libérée du libéralisme doctrinaire. Cette politique a donné des résultats enviables : elle a permis la modernisation de l'agriculture familiale, l'augmentation des superficies et l'intensification de l'équipement, une plus forte spécialisation ; elle a garanti des prix assurant l'équivalence entre le revenu du travailleur paysan et du travailleur urbain et, finalement, dégagé des surplus d'exportation importants (trop même !). Qu'a-t-elle coûté ? Sans doute la moitié du budget de la communauté européenne, mais celui-ci est insignifiant (moins de 1 % du PIB des pays concernés). Aujourd'hui, comme on le sait, la PAC est remise en question.

Bénéficiant du second poste des dépenses de l'Union (un tiers du budget), les politiques régionales sont fondées sur de graves ambiguïtés et véhiculent des ambi-

tions politiques discutables. L'objectif n'est pas tant la réduction des inégalités (entre les États de l'Union et, au sein de ceux-ci, entre les régions dont ils sont constitués) que le soutien à leur capacité de « soutenir la concurrence », celle-ci étant supposée être par elle-même porteuse de progrès pour tous (le libéralisme doctrinaire n'est jamais remis en question, en dépit des démentis cinglants que le passé et le présent lui infligent). Les soutiens aux États moins développés sont d'ailleurs appelés à diminuer en importance (au moins relative) après l'incorporation des PECO (Pays de l'Europe centrale et orientale) dans l'Union. Articulés principalement sur les soutiens aux régions pour leurs dépenses d'infrastructure et d'éducation, les politiques de régionalisation mises en œuvre ont plutôt accentué les inégalités et favorisé les « régions porteuses d'avenir » sur les terrains ouverts à la concurrence mondialisée (comme la Bavière, la Lombardie ou la Catalogne). L'objectif politique poursuivi ici est d'ailleurs de réduire la portée des « unités nationales » au bénéfice des fidélités « régionales ». Le libéralisme mondialisé préfère toujours les petits États aux grands, parce que le démantèlement des fonctions de l'État est plus facile dans les premiers. Dans l'Union européenne, on préfère l'affirmation « bavaroise », « catalane » ou « lombarde » à celle des nations (toujours soupçonnées de dérives « chauvines »). En définitive, les conceptions qui dominent les visions de l'élargissement de l'Union ne sont pas d'une nature différente de celles sur lesquelles les États-Unis ont fondé leur projet d'intégration de l'Amérique latine dans une vaste zone de libre échange des Amériques.

Les politiques de coopération de l'Union avec l'Afrique subsaharienne n'ont jamais été que « néo-coloniales » et ont perpétué l'enfermement du continent dans un statut « pré-industriel ». L'alignement libéral de l'Union qui commande les accords de Cotonou (2000) et ceux dits de « partenariats économiques régionaux » (APER) aggrave cette évolution défavorable. L'Afrique est, dans cette perspective, l'objet d'une « exclusion programmée »¹. En fait, la « mondialisation ouverte » associée au maintien du continent dans un statut pré-industriel est bel et bien une stratégie mise en œuvre pour donner au capital transnational dominant les moyens de piller à bon compte les ressources naturelles du continent. Mais il faut savoir que ce pillage bénéficiera alors davantage aux transnationales des États-Unis qu'aux européennes. Les projets dits euro-méditerranéens sont, eux, vidés de toute portée potentielle par le ralliement de fait des Européens aux initiatives de Washington et de Tel Aviv, en dépit de quelques contorsions

1. S. Amin *et al.*, *Afrique : renaissance ou exclusion programmée*, Paris, Maison Neuve et Larose, 2005.

rhétoriques par-ci, par-là². Le projet européen tel qu'il est poussé jusqu'à l'absurde le ralliement à des logiques systématiquement défavorables au succès d'un déploiement économique du continent. On doit alors se demander pourquoi ces options sont retenues.

La seule réponse raisonnable qu'on puisse donner à cette question est que ce choix a été fait par le grand capital dominant parce que c'était le moyen – le seul possible – pour lui de briser la force sociale que les travailleurs européens (classes ouvrières en premier lieu) avaient acquise au terme de deux siècles de luttes. L'effondrement du système soviétique offrait cette occasion. L'option était donc parfaitement « rationnelle », mais elle relève évidemment d'une logique politique de court terme, qui a toujours bénéficié spontanément de la préférence du capital. Le comportement absurde est celui des partis socialistes et sociaux-démocrates européens qui ont cru que l'effondrement des partis communistes ferait leur affaire, alors que la stratégie libérale visait à liquider les uns et les autres.

Je ne crois donc pas que le projet européen, tant dans sa dimension libérale extrême que dans son alignement sur la géostratégie de Washington, soit viable. La question de savoir comment il sera remis en cause, aux contraintes de quelles évolutions il sera soumis, reste cependant ouverte.

J'en viens donc ici au point de mon analyse qui porte sur les « cultures politiques ». Celle d'une bonne partie du continent européen peut être lue comme une succession de développements majeurs qui ont façonné la cassure droite/gauche : la philosophie des Lumières, la Révolution française, particulièrement la Convention montagnarde, la formation du mouvement ouvrier et socialiste au XIX^e siècle, le marxisme et la Commune de Paris, la Révolution russe et la formation des partis communistes. La droite s'est constituée en contrepoint à ces développements, au cours de la Restauration (la « Sainte Alliance »), puis par la formulation d'idéologies « antimarxistes » (dérivant vers les fascismes), la corruption idéologique pro-coloniale (et raciste) et l'anti-soviétisme. Les étapes de la formation de la culture politique des États-Unis n'ont rien à voir avec cette histoire. Cette culture s'est constituée dans une succession différente de développements majeurs : l'immigration en Nouvelle-Angleterre de sectes anti-Lumières, le génocide des Indiens et l'esclavage à l'intérieur de la société (dont l'impact est autre que celui de l'esclavage pratiqué dans des colo-

2. S. Amin et A. El Kenz, *Le monde arabe, enjeux sociaux, perspectives méditerranéennes*, Paris, L'Harmattan, 2005.

nies lointaines) et l'avortement de la conscience de classe politique, à laquelle les vagues successives d'immigrants ont substitué des communautarismes. La culture politique produite par cette histoire n'est pas celle d'un contraste fort *gauche* (potentiellement socialiste)/*droite*, mais celle d'un « consensus » pro-capitaliste relativisant fortement la bipolarité électorale (Démocrates/Républicains).

La question qui se pose aujourd'hui en Europe est celle de savoir si l'héritage de la culture politique est appelé à s'effriter (et la gauche à disparaître en tant que porteuse d'un projet post-capitaliste) au bénéfice d'une « américanisation » en cours (les partis sociaux-libéraux rejoignent le concert des défenseurs du « capitalisme éternel ») ou si une « nouvelle gauche » est capable de se cristalliser autour de programmes à la hauteur des défis. Les deux évolutions restent, à mon avis, possibles.

L'offensive idéologique de la droite nouvelle (qui intègre la majorité de la gauche électorale) a développé un discours hargneux « anti-français » parce que cette droite voit, à juste titre, dans la France – qui a joué un rôle majeur dans la cristallisation des cultures politiques en Europe – le « maillon faible » du système européen, engagé sur la route de l'américanisation. *Colbertisme* (c'est-à-dire un système qui en son temps a construit, avec la Monarchie absolue, les bases de la modernité capitaliste dépassant le féodalisme), *jacobinisme* (qui avait compris que le libéralisme économique étant l'ennemi de la démocratie, la Révolution devrait être populaire et non strictement bourgeoise, comme le fut celle de l'Angleterre), *laïcité* (dont le « radicalisme » handicape la maturation des identités « communautaires » souhaitées par le modèle de droite pro-américain), voire *gaullo-communisme* (auquel M. Cohn Bendit préfère, sans doute, le pétainisme anti-soviétique !) constituent tous les thèmes répétés *ad nauseam* par cette propagande médiatique. Or il faut bien constater que tous ces thèmes sont dominants dans les discours « européens » (au sens de pro-Union Européenne, telle qu'elle est et telle qu'on la veut être).

Au-delà de la pratique du projet européen, il serait donc bon de faire l'analyse du discours dans lequel celle-ci se drape. Dans ce discours, toute référence à l'héritage de la culture politique européenne est qualifiée de « ringardise » : la défense des intérêts de classes (inlassablement traitée de « corporatisme » !), le respect du fait national (auquel on préfère les régionalismes impuissants face au capital, les communautarismes, voire les ethnocraties à la balte, croate, etc.).

Sont « modernes », par contre, l'éloge de la compétition entre travailleurs, régions et pays (quel qu'en soit le prix social) ou celui de concepts antilaïcs de la religion (comme la « papolâtrie » à la polonaise).

La reconstruction d'une gauche européenne exige à l'évidence la critique radicale de tous ces discours. Elle exige, de surcroît, qu'on identifie les principes sur la base desquels l'alternative peut être construite et qu'on en tire concrètement les conséquences en termes de programmes à court et long termes.

Les considérations précédentes constituent une lecture sévère non seulement du « projet européen » tel qu'il est, mais encore des réactions qu'il suscite, même au sein des mouvements sociaux progressistes engagés. Le projet devrait sans doute être qualifié non pas de « projet européen », mais de « volet européen du projet atlantiste placé sous l'hégémonie des États-Unis ».

Les réactions majeures, critiques du projet, me paraissent être davantage articulées à la recherche d'un équilibre moins asymétrique au sein de la triade impérialiste (par un aménagement dans ce cadre des relations entre l'Europe et les États-Unis) qu'à celle d'un équilibre mondial moins désavantageux pour le « reste du monde ».

Dans ces conditions, la question reste ouverte : le projet européen peut-il « changer de direction » ou doit-il, pour que cela soit rendu possible, passer par la phase de la reconnaissance ouverte de sa faillite ?

LE SUD PEUT-IL FAIRE RECULER L'IMPÉRIALISME ?

L'impérialisme collectif de la Triade (États-Unis, Europe, et Japon) est à l'offensive et s'emploie activement à refaçonner le monde en fonction de ses objectifs propres. Il est déjà parvenu à réduire les pouvoirs dans la presque totalité des pays du Sud au statut de « comprador ». Dans ce cadre, les États-Unis, parce qu'ils constituent le fer de lance de cette offensive, sont en position de déployer leur projet hégémoniste spécifique. Ce projet passe par la mise en place d'un « contrôle militaire de la planète » (selon les termes mêmes dans lesquels Washington exprime sans pudeur ses ambitions). Pour la mise en œuvre de ce projet, Washington a choisi le Moyen-Orient comme région de première frappe, pour différentes raisons que j'ai rappelées ailleurs³. Mais le projet vise, bien au-delà du Moyen Orient, le « Sud » dans son ensemble, c'est-à-dire toute l'Asie, l'Afrique et l'Amérique latine.

3. S. Amin, *L'hégémonisme des États-Unis et l'effacement du projet européen*, Paris, L'Harmattan, 2000.

Le moment actuel est caractérisé, d'une manière générale, par l'éclatement du Sud et le contraste grandissant entre un groupe de pays dits « émergents » (comme la Chine, l'Inde, le Brésil, mais aussi des pays de taille plus modeste, la Corée entre autres) à un pôle, et un « quart monde » stagnant, voire régressant, à l'autre. Peut-on en conclure que les pays émergents sont sur le chemin du développement, au sens du rattrapage ? Mon analyse, qui porte sur les caractéristiques du nouveau système centres/périphéries, me conduit à apporter une réponse négative à cette question. Dans cette analyse, les nouveaux avantages décisifs qui définissent les postures de domination des centres ne sont plus constitués par le monopole de l'industrie comme par le passé – lorsque la contradiction centres-périphéries était pratiquement synonyme de pays industrialisés/pays non industrialisés –, mais par le contrôle des technologies, des flux financiers, de l'accès aux ressources naturelles, à l'information et aux armements de destruction massive. Par ce moyen, les centres impérialistes contrôlent effectivement les industries délocalisées dans les périphéries « émergentes », les véritables périphéries de l'avenir.

—

—

Dans cette perspective, l'*establishment* des États-Unis considère que la Chine constitue son adversaire stratégique majeur. Cet *establishment* est néanmoins divisé sur cette question centrale. Une fraction pense que la Chine pourrait poursuivre son développement économique accéléré en s'inscrivant dans la mondialisation libérale telle qu'elle est, et que, de ce fait, elle acceptera de jouer le jeu et s'accommodera du leadership des États-Unis. Mais une autre fraction craint que la Chine ne joue son propre jeu, tente de s'appropriier les technologies avancées et, simultanément, de renforcer ses capacités militaires. Il faudrait alors envisager une guerre préventive contre cet adversaire stratégique avant qu'il ne soit trop tard.

On se fait beaucoup d'illusions, dans les pays émergents en question, sur l'avenir que préparent les développements en cours. Dans le cas de la Chine, le succès de l'option de ce qui pourrait être une perspective capitaliste nationale – celle d'un capitalisme puissant devenu acteur actif dans le système mondial – se heurte à des obstacles appelés à devenir toujours plus sérieux.

D'une part, cette option ne peut pas associer les très larges masses populaires paysannes et urbaines aux bénéfices de la croissance économique. Les résistances de celles-ci sont donc appelées à se manifester avec toujours plus de

vigueur. J'ai attiré l'attention sur la résistance particulière des paysans, bénéficiaires d'une révolution radicale en leur faveur, menacés par le projet de privatisation du sol agraire (un projet « d'*enclosure* »). Le développement de ces luttes pourrait infléchir le projet chinois en direction d'un « socialisme de marché » authentique, c'est-à-dire d'une combinaison donnant toute sa force à la priorité sociale (la justice sociale) dans le modèle de développement, réorienté vers l'expansion prioritaire de la demande interne des classes populaires. On s'éloignerait alors beaucoup du modèle de la Chine s'inscrivant simplement dans la mondialisation libérale. Je renvoie ici aux débats sur le sujet, vifs en Chine⁴.

D'autre part, il faudrait être naïf pour penser que les puissances impérialistes dominantes acceptent sans réagir de voir un pays de la taille de la Chine s'ériger en « partenaire égal ». Lorsque la Chine a cru pouvoir acheter une transnationale du pétrole pour s'insérer davantage dans la mondialisation libérale et s'assurer, dans ce cadre, de son ravitaillement, les États-Unis – en violation de tous les principes que seuls les doctrinaires du libéralisme croient être ceux qui régissent la réalité des rapports économiques – ont fait capoter la tentative par une intervention politique brutale. Les heurts entre la Chine et les puissances impérialistes – dans tous les domaines concernant l'accès aux ressources naturelles de la planète, la commande des technologies modernes et les droits de propriété industrielle – sont appelés à devenir violents. Plus sans doute que les conflits qui ne manqueront pas non plus de se développer au fur et à mesure que la Chine s'imposera sur les marchés internationaux de produits banalisés.

Les illusions que nourrissent les uns et les autres dans les autres pays émergents sont encore plus grossières. Au Brésil par exemple, mais souvent également ailleurs en Amérique latine, des segments importants de la gauche imaginent possible la construction de blocs hégémoniques gérés dans la tradition de la social-démocratie (la « bonne », celle du *Welfare State* de l'après-guerre en Europe, pas celle d'aujourd'hui, alignée sur le libéralisme). On oublie les conditions tout à fait exceptionnelles qui ont permis le *Welfare State* social-démocrate. Les sociétés occidentales concernées disposaient d'une avance sur toutes les autres qui permettait à la fois des concessions du capital au travail et la poursuite de leur domination impérialiste sur le reste du monde. La social-démocratie a été social-impérialiste et même social-colonialiste, jusqu'à la victoire des mouve-

4. S. Amin, « Theory and practise of Chinese market socialism », in Tian Yu-Cao (ed.), *The Chinese model of modern development*, Londres, Routledge, 2005

ments de libération. Par ailleurs, la menace que constituait l'alternative communiste a été décisive dans ce glissement du pouvoir en direction du compromis historique capital/travail qui caractérise ce moment exceptionnel de l'histoire.

Le sort que le projet impérialiste réserve aux peuples des périphéries « non émergentes » est encore plus dramatique. Les régions du monde dites « marginalisées » sont, en fait, l'objet de politiques systématiques des forces dominantes, que j'ai qualifiées de stratégies « d'exclusion programmée » des peuples concernés, facilitant une intégration plus poussée de leurs ressources naturelles soumises à un pillage intensifié. La mise en œuvre de ce projet passe par l'agression et l'occupation militaire (comme en Irak) et la mise sous tutelle pour cause d'endettement (cas des pays d'Afrique). Dans ce cadre, l'Europe et le Japon se sont pratiquement alignés sur Washington. La conférence de l'Euro-Med, qui s'est tenue à Barcelone en novembre 2005, témoigne de cet alignement : l'Europe a tenté d'y imposer l'agenda qui a la préférence de Bush – la priorité à la « lutte contre le terrorisme ». Les gouvernements arabes, aujourd'hui dociles à l'extrême, face aux exigences des maîtres du système, ont été contraints de rappeler qu'il n'était pas possible de mépriser à ce point les droits des peuples palestinien et irakien. L'Europe fait donc passer ses « intérêts » dans la région arabe après ceux des États-Unis, exprimés dans le projet dit du « grand Moyen Orient ». Il en est de même pour ce qui concerne l'Afrique subsaharienne, comme l'illustrent les accords de Cotonou (2000) et les projets dits de partenariat entre l'Union Européenne et les Communautés régionales d'Afrique. L'alignement de tous sur les mêmes discours insipides concernant la « réduction de la pauvreté » ou la « bonne gouvernance », les prises de position arrogantes du nouveau directeur général de l'OMC (le « socialiste » Pascal Lamy !) – à faire pâlir les ambassadeurs de l'administration Bush – témoignent de cette unité de vue des partenaires de la triade impérialiste.

Face à ce défi d'une brutalité sans pareil, les réactions du Sud en question sont soit timides à l'extrême, soit inappropriées. Les gouvernements, comme ceux des protectorats d'autrefois, ne disposent plus que d'une marge de manoeuvre limitée à l'extrême et se gardent de remettre en question le libéralisme économique dont leurs pays font les frais. Désarmés, de larges secteurs des classes populaires embrayent derrière des rhétoriques para-religieuses ou parathniques qui accusent les divisions entre les peuples du Sud. Reconstruire le front uni du Sud face à l'impérialisme collectif de la triade et à l'offensive mili-

tariste des États-Unis constitue le défi auquel les peuples d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine sont confrontés.

Les peuples d'Asie et d'Afrique étaient bien parvenus, durant « l'ère de Bandung » (1955-1975), à faire reculer l'impérialisme de l'époque, grâce au front uni qu'ils lui opposaient. Mais les conditions qui ont permis ces succès ne sont plus celles qui gouvernent la conjoncture actuelle. À l'époque, les pouvoirs en place étaient issus des mouvements de libération nationale et parfois même d'authentiques révolutions populaires ; ils bénéficiaient de ce fait d'une légitimité certaine et de la confiance de leurs peuples. De surcroît, les États qu'ils dirigeaient pouvaient compter, jusqu'à un certain point, sur l'appui de l'Union soviétique, contraignant les agresseurs impérialistes à une certaine retenue. On sait que par la suite, après la disparition de l'Union soviétique, les puissances impérialistes sont revenues à leur tradition d'agression brutale.

L'alternative authentique, que j'appellerai un Bandung (et une Tricontinentale) des Peuples, se heurte donc à des obstacles sérieux. Les tâches que les gauches des pays du Sud ont à accomplir ne sont pas plus faciles que celles auxquelles les gauches européennes sont confrontées.

—

—

SUR LE FRONT CULTUREL : « EN ARRIÈRE TOUTE »

Le recul éventuel de la culture européenne et l'américanisation du monde se traduisent par la généralisation du principe du « large consensus », fondé sur l'affirmation forte de « l'identité communautaire ». On ne doit pas sous-estimer le danger fatal pour la civilisation humaine que constituerait le succès possible d'une évolution, que je qualifierai de dérive, dans cette direction. Cette dérive, qui est d'ailleurs déjà amorcée, pourrait constituer une sortie à droite de la crise du capitalisme sénile et permettre son dépassement, non par des avancées en direction du socialisme, mais par la construction d'un nouveau système de type « tributaire » (« néo-tributaire »), dont je préciserai plus loin les grands caractères. Non seulement un « autre monde est possible », mais un « autre monde » est certain, qui peut être meilleur, mais également pire que celui dans lequel nous vivons.

Ma réflexion sur ce sujet est fondée sur un refus de la version linéaire du « progrès humain fatal d'étape en étape du déploiement de l'histoire », que cette version soit fondée sur l'idéologie (européenne d'origine) de la Raison associée

à l'économisme de la modernité bourgeoise ou sur l'interprétation marxiste vulgaire de la succession des modes de production. Aux points tournants de l'histoire, c'est-à-dire lorsque le déploiement d'un système est parvenu à son terme du fait de l'accumulation des contradictions que ce déploiement a produites (autrement dit, lorsque ce système entre dans l'âge de la sénilité), l'avenir possible se conjugue au pluriel. A ces points tournants, les bifurcations de l'évolution ultérieure sont multiples et les directions de l'évolution possible diverses.

Dans l'analyse que je propose, les instances idéologiques et politiques conquièrent une autonomie réelle dans leurs rapports à l'instance économique. Une combinaison particulière de ces différentes instances, parmi d'autres possibles, et la dominance de l'une ou l'autre de celles-ci, qui caractérise cette combinaison, permettent alors de qualifier le système qui se constitue en réponse à la crise du modèle en place. J'ai prétendu, par ailleurs, que le système capitaliste était bel et bien entré dans ce temps final de la sénilité, au sens où la gravité des contradictions, produites par la logique de son déploiement, est désormais telle que leur gestion implique un usage permanent de la plus grande violence politique et militaire des maîtres du système, entre autres la guerre permanente du Nord contre le Sud. Il ne résulte pas de cette constatation que la crise du système capitaliste mondial en cours débouche nécessairement sur son dépassement par le socialisme également mondial. C'est un possible, lequel exigerait dans l'analyse que je propose :

- 1) au plan des évolutions politiques et sociales, l'association du progrès social, de l'approfondissement de la démocratie et du renforcement de la marge d'autonomie des nations dans une mondialisation multipolaire négociée ;
- 2) au plan idéologique et culturel, le renouvellement des valeurs de l'universalisme.

Dans cette seconde dimension, les évolutions dominantes en cours vont exactement dans le sens inverse. Les manifestations de ce grand bond en arrière sont visibles dans ce que propose le « post-modernisme », tout au moins dans ses courants dominants, par sa remise en cause de la « vérité objective » et la valorisation de la « multiplicité des discours ». Alan Sokal et Jean Bricmont proposent une critique décapante de cette démission de la Raison ⁵.

Le post-modernisme, dans cette version qui a le vent en poupe, prétend remettre en question le statut privilégié de la science en matière de connaissance. Il prétend que la « vérité objective » n'existe simplement pas, que la « vérité » est ce que les « gens » pensent vrai. Autrement dit, il place le discours scientifique

5. A. Sokal, J. Bricmont, *Pseudosciences et postmodernisme*, Paris, Odile Jacob, 2005.

(qualifié de narration) sur le même plan que les autres narrations (celles de la magie, des para-sciences, des religions). Il prétend même que la multiplicité de fait des narrations effectivement en cours annihile toute prétention à l'universalité. Il place tous ces discours sur un même plan et, chose curieuse (mais non incompréhensible), s'abstient de soumettre ceux qui s'auto-qualifient de contre-hégémoniques à la rigueur critique qu'il réserve au « discours dominant ».

Le discours post-moderniste accompagne et légitime les évolutions majeures en cours, c'est-à-dire l'émergence des « culturalismes » (à conjuguer toujours au pluriel). J'entends par là l'affirmation que les « cultures » constitueraient des réalités transhistoriques fondées sur des valeurs diverses, incommensurables et permanentes. Rien dans l'histoire réelle des peuples ne confirme cet *a priori* aberrant. Le « culturalisme » – qu'il ne faut pas confondre avec le fait banal et évident que constitue la diversité culturelle – légitime les discours de poursuite de l'absolu dont se nourrissent tous les mouvements para-religieux (l'Islam politique, l'hindutva, le christianisme fondamentaliste des États-Unis, les innombrables « sectes » de toutes natures) ou para-ethniques. Il ne s'agit de rien de moins que de discours super-réactionnaires, qui ne participent en rien aux aspirations à la libération des êtres humains, et plus particulièrement des classes et peuples dominés, mais qui, au contraire, les enferment dans une impasse et leur fait accepter la domination réelle dont ils sont les victimes – celle du capitalisme sénile.

Soyons donc clairs sur le sujet. Oui, la modernité réellement existante, produite par le capitalisme impérialiste, est culturellement biaisée, eurocentrique, masculine et patriarcale, prométhéenne au sens où elle traite la nature en objet. Oui, les discours contre-hégémoniques qui le démontrent (le féminisme, l'écologisme, l'anti-impérialisme culturel) constituent les éléments positifs incontournables de toute alternative humaniste. Mais cette alternative, loin d'être la négation de la modernité, en est le développement rationnel et radical abolissant l'eurocentrisme, la dictature machiste et le mépris des nations.

Face à ce défi, appeler à renoncer à l'aspiration universaliste est fondamentalement réactionnaire. C'est accepter qu'une place soit donnée aux discours contre-hégémoniques, à condition qu'ils restent enfermés dans les ghettos auxquels ils sont assignés. La démocratie style États-Unis encourage cette « diversité » impuissante. On alignera des « *women studies* », des « *black studies* », auxquelles

toutes les proclamations seront autorisées, tandis que le discours conventionnel de l'économie dominante poursuivra sa route sans éprouver la moindre gêne. Cette idéologie dite post-moderniste ne peut pas inspirer le radicalisme nécessaire pour changer le monde.

C'est la raison pour laquelle cette « idéologie » est celle que promeuvent les forces dominantes, et plus particulièrement l'*establishment* des États-Unis. Rien de plus fonctionnel pour la poursuite des dominations en place que cette idéologie qui donne forme à des consensus apparents d'ensembles d'individus qui se définissent par leur « identité particulière irréductible ». J'exprimerai la réalité de cette fonctionnalité par l'image suivante : si vous tenez dans une main une bouteille de coca-cola et dans l'autre l'emblème de votre identité prétendue (le Coran, la Bible ou un insigne ethnique), vous n'êtes pas dangereux (bien que vous le croyiez !).

Si la date de naissance et les conditions de la formation de la modernité réellement existante peuvent être reconnues, celle-ci n'est pas parvenue au terme de son parcours (il n'y a, d'ailleurs, pas de terme à celui-ci, l'histoire n'a pas de fin). Et puisque la modernité réellement existante jusqu'à ce jour est celle du capitalisme, il appartient aux sociétés de la planète de la dépasser par une modernité post-capitaliste supérieure. Les involutions réactionnaires en cours, si elles devaient s'affirmer dominantes et réduire au silence ses contradicteurs, contribueraient alors à un dépassement post-capitaliste que je qualifierai de construction d'un système « néo-tributaire ».

RECONSTRUIRE L'INTERNATIONALISME DES PEUPLES FACE À L'IMPÉRIALISME

A l'aune des analyses que j'ai proposées ici, tant en ce qui concerne l'Europe que les Suds, il apparaît que les « mouvements » de protestation et de lutte sont loin d'avoir développé une vision stratégique alternative cohérente et forte, à la hauteur des défis. Il faut avoir le courage et la lucidité de le dire. Trop de « mouvements » s'auto-congratulent pour leurs actions (parfaitement légitimes), sans croire nécessaire d'aller plus loin et, encore moins, de mettre l'accent sur les insuffisances. Une certaine idéologie du « mouvement » prétend que l'addition de toutes ces résistances et luttes produit, par elle-même, l'alternative. Ni l'histoire, ni la réflexion théorique et l'observation de

la réalité ne confortent ce point de vue facile.

Cette proposition ne signifie nullement que la réponse au défi soit « facile ». Le renversement nécessaire dans le système des idées et des valeurs dominantes que la proposition implique est, en effet, d'une ampleur gigantesque. Il suppose que les peuples des centres du système, en particulier les Européens, réinventent une culture de gauche authentique, en rupture avec le capitalisme et l'impérialisme. Qu'à la longue série des chapitres successifs qui ont constitué la « culture politique de la gauche européenne » (les Lumières, la Révolution française, le mouvement ouvrier et le marxisme, la Révolution russe), l'imaginaire des peuples européens s'avère capable d'inventer un chapitre nouveau. Ce renversement suppose que les peuples des périphéries – la zone des tempêtes – se libèrent à la fois des illusions d'un développement possible dans le cadre de la mondialisation capitaliste et des fantasmes d'alternatives passéistes ; et qu'ils formulent des alternatives, une nouvelle déconnexion répondant aux défis et aux possibilités de notre époque. Il suppose que les uns et les autres réinventent des formes d'organisation et d'action politiques, adéquates et efficaces, dont l'agenda des exigences est lourd de questions encore sans réponses convaincantes.

J'indiquerai ici seulement, en termes fort brefs, quelques-uns des axes principaux du défi tel que je les vois :

1) définir de nouveaux sujets historiques capables de maîtriser les évolutions et de leur donner les directions souhaitées.

2) définir le défi stratégique politique que je propose de « résumer » dans les termes suivants : concevoir des programmes capables d'associer (et non de dissocier) : a) le progrès social, b) des avancées démocratiques et c) le respect des nations et des peuples. Cela implique, entre autres, de concevoir une Union européenne respectueuse des nations et non construite contre elles.

3) combiner la socialisation par le marché et une socialisation par la démocratie appelée à s'affirmer progressivement dominante.

4) combiner la « compétition » et la « solidarité », en prenant la mesure de la supériorité de la solidarité qui, à travers l'histoire, a été à l'origine du progrès davantage encore que la concurrence.

5) traduire en termes concrets les politiques de régulation et de protection efficaces pour avancer en direction d'un développement multidimensionnel, équitable socialement et durable écologiquement, ce qui implique qu'on attri-

bue à la « loi » une autorité supérieure à celle du contrat (conformément à la tradition européenne en conflit ici également avec celle des États-Unis).

6) identifier les constituants de blocs hégémoniques nationaux, populaires et démocratiques, anti-impérialistes, dans les conditions concrètes des différents pays du Sud et formuler des objectifs stratégiques d'étape qui leur correspondent.

Des avancées dans ces directions deviennent synonymes de construction progressive de l'internationalisme des peuples. Il s'agit, en effet, d'articuler les luttes des peuples du Nord (à travers la recomposition de la culture de gauche européenne) et celles des peuples du Sud. Cet internationalisme nécessaire des peuples – de tous les peuples – ne peut pas être fondé sur de vagues concepts de « solidarité humaine à l'échelle mondiale », qui frisent souvent la charité ou l'indigence de l'analyse. La lutte contre la « pauvreté », la « bonne gouvernance », l'affirmation des intérêts communs de l'humanité face aux défis écologiques (raréfaction des ressources, détérioration des climats) sont des thèmes emblématiques de cette méthode « idéaliste » (au sens péjoratif du terme), qui ignore les intérêts des groupes sociaux concernés et leurs conflits éventuels. L'internationalisme en question doit être fondé sur l'identification d'intérêts communs face à un adversaire commun qu'on ne peut que qualifier de « capitalisme impérialiste ».

Sans prétendre être en mesure de formuler plus que la question qui nous concerne ici, je proposerai de considérer que cette construction passe d'abord par la mise en déroute du projet des États-Unis de contrôle militaire de la planète. C'est là, dans mon analyse, la condition nécessaire sans laquelle toute avancée démocratique ou sociale, réalisée ici ou là, demeurera vulnérable à l'extrême.

Si la construction de l'internationalisme des peuples relève, en définitive, de la responsabilité des peuples (qui se distinguent des « gouvernements »), c'est-à-dire des classes travailleuses comme des mouvements et des organisations qui sont les leurs, le combat pour avancer dans cette direction ne peut négliger les contradictions (fussent-elles « secondaires ») entre les classes dirigeantes (c'est-à-dire les États). Sur ce point, je renverrai aux propositions de lecture que j'ai faites des conflits Nord-Sud en cours de cristallisation ⁶.

Un autre monde, meilleur, est possible. Les conditions objectives existent pour qu'il puisse en être ainsi. Il n'y a pas de déterminisme historique antérieur à l'histoire. Les tendances inhérentes à la logique du capital se heurtent à la résis-

6. Entretien avec S. Amin par R. Herrera, « Il y a 50 ans, la conférence de Bandung », *Solidarités*, n° 67, 2005.

tance de forces qui n'en acceptent pas les effets. L'histoire réelle est alors le produit de ce conflit entre la logique de l'expansion capitaliste et les logiques qui découlent de la résistance de forces sociales victimes de son expansion. Le développement des luttes sociales peut porter au pouvoir des blocs hégémoniques différents de ceux qui gouvernent l'ordre néolibéral mondialisé en place, fondés sur des compromis entre des intérêts sociaux dont on reconnaît la diversité et la divergence (blocs de compromis capital-travail dans les centres capitalistes, blocs nationaux-populaires-démocratiques anti-compradores dans les périphéries). Dans ce cas, l'État retrouve une large marge de manœuvre dans le cadre d'un système mondial fondé sur le principe de la multipolarité négociée. Il faut œuvrer à ce qu'il en soit ainsi. La multipolarité est alors synonyme de marge d'autonomie réelle pour les États. Cette marge sera utilisée d'une manière déterminée, définie par le contenu social de l'État en question.

Le moment actuel est caractérisé par le déploiement d'un projet nord-américain d'hégémonisme à l'échelle mondiale. Ce projet est seul à occuper aujourd'hui toute la scène. Il n'y a plus de contre-projet visant à limiter l'espace soumis au contrôle des États-Unis, comme c'était le cas à l'époque du bipolarisme (1945-1990) : au-delà de ses ambiguïtés d'origine, le projet européen est lui-même entré dans une phase d'effacement ; les pays du Sud (le groupe des 77, les Non-Alignés) qui avaient eu l'ambition, au cours de la période de Bandung (1955-1975), d'opposer un front commun à l'impérialisme occidental y ont renoncé ; la Chine elle-même, qui fait cavalier seul, n'a guère d'autre ambition que de protéger son projet national (lui-même ambigu d'ailleurs) et ne se pose pas en partenaire actif dans le façonnement du monde.

La Russie, la Chine et l'Inde sont les trois adversaires stratégiques du projet de Washington. Les pouvoirs en place dans ces trois pays en prennent probablement une conscience grandissante. Mais ils paraissent croire qu'ils peuvent manœuvrer sans heurter directement l'administration des États-Unis. Un rapprochement eurasiatique (Europe, Russie, Chine et Inde), qui entraînerait alors certainement l'ensemble du reste de l'Asie et de l'Afrique et isolerait les États-Unis, est certainement souhaitable. Et il y a quelques signes allant dans ce sens. Mais on est encore loin de voir sa cristallisation mettre un terme au choix atlantiste de l'Europe.

Les défis auxquels la construction d'un monde multipolaire authentique est

confrontée sont plus sérieux que ne se l'imaginent nombre de mouvements « altermondialistes ». Dans l'immédiat, il s'agit de mettre en déroute le projet militaire de Washington. C'est la condition incontournable pour que soient ouvertes les marges de liberté nécessaires sans lesquelles tout progrès social et démocratique et toute avancée en direction de la construction multipolaire resteront vulnérables à l'extrême.

Le monde multipolaire authentique ne sera devenu une réalité que lorsque les quatre conditions qui suivent auront été remplies :

1) que l'Europe soit réellement avancée sur la voie d'une « autre Europe » sociale (et donc engagée dans la longue transition vers le socialisme mondial) et qu'elle ait amorcé son désengagement par rapport à son passé et à son présent impérialistes. Cela implique à l'évidence plus que simplement sortir de l'atlantisme et du néolibéralisme extrême.

2) qu'en Chine, la voie du « socialisme de marché » l'ait emporté sur les tendances fortes à la dérive illusoire vers la construction d'un « capitalisme national », qui serait impossible à stabiliser parce qu'il exclut les majorités ouvrières et paysannes.

3) que les pays du Sud (peuples et États) soient parvenus à reconstruire un « front commun », condition pour que des marges de mouvement permettent aux classes populaires non seulement d'imposer des « concessions » en leur faveur mais, au-delà, de transformer la nature des pouvoirs en place, substituant aux blocs compradores dominants des blocs « nationaux, populaires et démocratiques ».

4) qu'au plan de la réorganisation des systèmes de droits, nationaux et internationaux, on ait avancé dans la direction d'une construction conciliant le respect des souverainetés nationales (en progressant de la souveraineté des États vers celle des peuples) et celui de tous les droits individuels et collectifs, politiques et sociaux. ■